



HAL
open science

Une géographie du Liban pour quoi faire? Autour d'une réforme des programmes de l'enseignement de la géographie

Michael F. Davie

► To cite this version:

Michael F. Davie. Une géographie du Liban pour quoi faire? Autour d'une réforme des programmes de l'enseignement de la géographie. *Annales de Géographie de l'Université Saint-Joseph*, 1997, 18, pp.1-10. hal-01088760

HAL Id: hal-01088760

<https://hal.science/hal-01088760>

Submitted on 28 Nov 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNE GÉOGRAPHIE DU LIBAN POUR QUOI FAIRE? AUTOUR D'UNE RÉFORME DES PROGRAMMES DE L'ENSEIGNEMENT DE LA GÉOGRAPHIE

MICHAEL F. DAVIE*

RÉSUMÉ

Après avoir passé en revue les lacunes et les inadéquations du programme libanais en géographie, l'auteur s'attarde sur les divers aspects dont la réforme du baccalauréat libanais aurait dû en tenir compte.

Mots-clés: Géographie - Programmes - Enseignement - Réforme.

ABSTRACT

A GEOGRAPHY OF LEBANON, WHAT FOR? ABOUT THE REFORM OF THE OFFICIAL LEBANESE GEOGRAPHY SYLLABUS

After reviewing the gaps and inadequacies of the Lebanese geography syllabus, the author dwells upon the different aspect that should have been dealt with in the new reform.

Key-words: Geography - Syllabus - Reform.

ما الغاية من إجراء تعليم الجغرافية في لبنان ؟
حول إصلاح برامج تعليم مادة الجغرافية

توقف المؤلف على ما يتضمّن برنامج تعليم مادة الجغرافية في البكالوريا اللبنانية من ثغرات ونواقص عدّة وما يعانيه من عدم تطابق ، وذلك بعد اطلاّعه على الموضوع عن كثب ، ممّا دعاه للمطالبة بملىء الثغرات الملحوظة ضمن نظام الإصلاح المرتقب فيما يخصّ الجغرافية .
الكلمات الأساسية : جغرافية - برامج - تعليم - إصلاح .

* Département de Géographie, Université François-Rabelais, Tours (France).
Ancien chef du Département de Géographie, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université Saint-Joseph, Beyrouth (Liban).

L'arrêt des combats, l'élimination de l'hégémonie milicienne et de celle des pouvoirs personnels usurpés, l'avènement de la Deuxième République, l'instauration d'une situation de non-guerre (mais est-ce la Paix?) autant d'éléments positifs qui permettent – enfin – d'effectuer des bilans. Certes, la fin des combats suicidaires entre Libanais ne signifie pas pour autant paix civile: l'après-guerre s'avère amère, la crise sociale poussant des Libanais vers un désespoir inconnu même durant les périodes les plus sombres de la guerre; la nouvelle Constitution, souhaitée par l'ensemble des civils, las de la futilité des combats, ne gomme que partiellement les contradictions et injustices de l'ancienne. Cependant, la convergence de volontés, une conjoncture locale et régionale favorable (conjonctures éphémères sans doute, mais qui ont le mérite d'exister encore – mais pour combien de temps?) permettent une marge de manœuvre à saisir, et à utiliser pour jeter un regard sans états d'âme sur tous les secteurs de la vie quotidienne au Liban, dont l'enseignement. Certains jugeront que les problèmes de l'éducation des Libanais est secondaire face à l'immensité des efforts nécessaires pour «la reconstruction» occultant l'évidence criante que reconstruire une ville, boucher des trous d'obus est techniquement facile mais préparer la génération montante aux échéances du futur par une éducation solide, l'est bien moins. D'autres s'imaginent que «tout va bien» dans les écoles, et qu'il faudrait simplement quelques retouches de détail pour retrouver le niveau d'antan. Or l'enseignement au Liban connaît une crise profonde et a besoin d'un sérieux coup de balai.

L'heure est donc aux bilans. «La guerre» a bon dos et l'unique raison invoquée pour tous les maux et incompétences du pays. Partout on juge que le niveau général du pays est «désastreux» et pour remédier au mal on a réintroduit un Baccalauréat «dur»; avec 80% d'échecs, c'est la «preuve» que les étudiants sont nuls... On croit rêver. Et si les élèves sont médiocres, c'est la faute à «la guerre» (ou aux «événements» quel bel euphémisme poli); «le niveau» a chuté (mais a-t-on jamais défini, au préalable, ce «niveau»?) c'est dû aux «incidents». Certes, comparé aux normes et connaissances exigées des élèves et étudiants à l'étranger (l'Europe étant prise ici comme référence), l'élève libanais a accumulé bien de retards; au-delà des interruptions des années scolaires, il reste cependant prisonnier d'un programme désespérément anachronique et inadapté. Les prémices de cette inadéquation étaient déjà sensibles dès 1975; la guerre n'a fait qu'accentuer le décalage, que l'incompétence grandissante des enseignants, l'indifférence du Ministère, les nombreuses ingérences miliciennes et l'absence d'un programme cohérent ont simplement accéléré. Le cas de l'enseignement de la géographie est, à cet égard, typique.

Matière méprisée par les élèves à qui on demandait (et à qui l'on demande toujours) de mémoriser, sous-traitée par les enseignants les plus souvent incompetents car non formés dans cette discipline, mal casée dans les horaires ou carrément éliminée par les «responsables» pédagogiques d'écoles, puisque jugée superflue face aux «nobles sciences exactes», la géographie n'avait que peu de chances de remplir sa raison d'être: analyser le milieu et proposer son aménagement. Le programme officiel, tel que défini par le Ministère de l'Éducation Nationale il y a bientôt 30 ans, n'offrait aucune compensation: il était un compromis boiteux façonné de pressions politiques de tous bords. Cet arrangement désastreux n'avait fait que rebuter des générations d'élèves, forcées d'apprendre des séries de chiffres sur la démographie, la production agricole ou industrielle de pays lointains. Comment s'étonner alors que la matière fut supprimée (au même titre que l'Histoire, d'ailleurs, autre scandale) des programmes «allégés» de la période 1977-1990?

Certes, le programme officiel avait la prétention de former «le Libanais», de lui donner des connaissances sur le Monde moderne contemporain. Il devait lui faire découvrir et faire connaître son pays, sa richesse et son potentiel; il avait pour objectif de pouvoir placer le Liban dans son contexte régional ou mondial et saisir son évolution. Le résultat fut tout autre: les manuels se sont contentés de lui apprendre qu'une liste désespérément longue de platitudes, d'erreurs, de contre-vérités et d'inexactitudes; ils ont surtout caché l'essentiel, occultant les faiblesses structurelles du Liban, et ignoré les crises conjoncturelles.

Ainsi, le Liban (un pays aux limites jamais identifiées, ni dans le temps, ni dans l'espace) a «toujours existé»; ce pays est «unique», et l'ensemble a fonctionné à merveille, en «harmonie», grâce au «miracle libanais»; c'est «le meilleur pays du Monde» lit-on dans des manuels actuellement en circulation. Nulle part trouve-t-on une quelconque définition du Liban: est-ce «indélicat» de mentionner que cet État n'existe formellement que depuis les années 1920 et que ses frontières ne correspondent à aucune «réalité» géographique ou historique, car artificielles et imposées par une puissance étrangère, la France mandataire, en accord avec la Grande-Bretagne, installée un peu plus au Sud? Pourtant la délimitation d'un espace, d'un territoire, est à la base de toute analyse économique, sociale, historique, idéologique. On y traitera par contre le relief, et uniquement pour trouver l'occasion d'asséner à l'étudiant une nomenclature sans intérêt des altitudes, des sommets et des noms de fleuves. Nulle part montre-t-on à cet élève le lien étroit entre le relief et répartition de sa population, de types de cultures, d'économies complémentaires. Nulle part il

n'est question, par exemple, du lien entre le compartimentage topographique du pays et tous les problèmes que cela pose quant à l'organisation rationnelle des flux de transports. Nulle part s'étonnera-t-on du désert humain qu'est l'Anti-Liban (qui est bien, en partie, au Liban...), ou de l'absence de végétation à haute altitude dans le Mont-Liban (pourtant au «Pays des Cèdres»). Le relief serait immuable, éternel, vierge de toute modification par l'Homme, mythique, même.

De même, la population libanaise est homogène (car... Libanaise!), et tous sont des «descendants de Phéniciens», car le Libanais «est commerçant». Nulle part trouvera-t-on une contribution à la description de la richesse de la population, de la multiplicité des origines; aucune trace de la complexité confessionnelle non plus, afin de «ne pas attiser des susceptibilités». A-t-on jamais vu une carte de la répartition de la population Chiite? des Maronites? des Druzes? Osera-t-on montrer la très grande diversité ethnique de la population aujourd'hui appelée «libanaise»? Aucun inventaire, ne serait-ce que schématique, des flux migratoires qui ont traversé ce pays depuis la préhistoire à aujourd'hui, car le phénomène continue, et qui ont tous des traces génétiques dans la population libanaise? Faut-il avoir honte d'une ascendance turque, albanaise, yéménite, maghrébine, maltaise, italienne, grecque, égyptienne, russe, arménienne, irakienne, syrienne ou palestinienne? Sans aller aussi loin, qu'attend-on pour montrer une simple carte de la densité de la population, toutes confessions confondues. Mais il est vrai qu'on n'a jamais osé faire un recensement depuis celui de 1932, notoirement erroné et manipulé... D'incompétences flagrantes à une suite de mauvaises volontés et de manœuvres politiques sordides, on est arrivé à une situation ubuesque: on reproche aux Libanais de ne pas connaître leur pays, mais il leur est interdit (par les mêmes responsables souvent devenus plus tard des Seigneurs de la Guerre) de s'intéresser de trop près à la réalité, de peur d'attiser des tensions (mais la guerre civile n'était alors qu'un léger désaccord sans importance entre quelques joyeux lurons?). Cynisme mis de côté, il reste cependant possible de dresser des cartes démographiques où l'élève prendra conscience de la diversité démographique du Liban (régions à taux de natalité élevé, à taux de mortalité infantile inacceptable, à taux de scolarité plus bas que la moyenne nationale, de densités explosives... etc.) et prendre ainsi conscience de la complexité du pays et de la nécessité de sortir du sous-développement devenu progressivement plus profond.

Dans le programme «officiel», on évacue aussi l'analyse économique, des rapports entre la campagne (souvent pauvre) et la ville (quelque fois riche), du sous-développement de certaines régions (Hermel, Sud) ou quartiers (banlieues

des villes, camps...). On affirme avec force que l'ensemble du pays a connu les bienfaits du libéralisme économique qui ont permis au «génie» des libanais de devenir le «phare du Moyen-Orient», la «Suisse de l'Orient», le «seul pays développé de la région» (on passe évidemment sous silence Israël, pays développé qui occupe le Liban, ou les Émirats du Golfe, autrement mieux structurés, qui ont su progressivement prendre la relève du «know-how» de quelques libanais). Pourtant, le libéralisme anarchique à la libanaise est à bout de souffle: les Libanais, dans leur ensemble, savent que le secteur privé ne s'est nullement soucié de leur bien-être durant les 15 ans de guerre, car seul le profit immédiat comptait pour certains. Est-ce déplacé de montrer que ce libéralisme a certes contribué, à une certaine période de l'histoire du Liban, à sa prospérité (inégaie, somme toute) et à montrer les défaillances actuelles? Serait-ce trop «révolutionnaire» (un autre mot qui fait peur!) comme proposition de faire prendre conscience aux Libanais que d'autres voies sont possibles, sans doute toutes aussi créatrices de richesses et de bien-être? L'acharnement à cacher une réalité économique flagrante (extension de quartiers pauvres, paupérisation de la population, dégradation de l'environnement urbain) frise l'inconscience, car personne n'est dupe.

On en arrive à la description de Beyrouth: capitale, source de richesses, vitrine de la prospérité du Liban. Oui, mais nulle part ferait-on mention de la «ceinture de misère» qui s'étend partout autour de la ville, des banlieues de Jdaïd à Khaldé. Nulle part décrira-t-on des différences à l'intérieur de la ville (le quartier Sursoq n'est pas Hayy Syriane, Verdun n'est pas Bourj-Brajné, Bourj-Hammoud n'est pas Mazraa...) ni des fonctions de chacun d'entre eux: Hamra joue un rôle différent de Gemmayzé, Hayy al-Léja offre des services que Sioufi n'a pas...). Parlera-t-on des liens entre villes et campagnes, des flux migratoires pendulaires, de la spéculation foncière? Osera-t-on que la guerre a commencé dans les quartiers périphériques de Beyrouth, que l'on s'est battu pour le contrôle des lieux de richesses, les souks et les quartiers d'affaires? Dira-t-on que ce sont les banlieusards qui se sont affrontés, et non les habitants de longue date des villes? Tout le monde le sait, mais personne ne veut qu'on le sache à travers les manuels? Pour les autres villes, la situation est tout aussi catastrophique: Tripoli est simplement la deuxième ville du Liban, occultant par là des rôles national et régional très originaux; qu'elle s'étend maintenant sur le plateau du Koura, concurrençant Zgharta par son rayonnement et posant déjà des problèmes politiques. Tyr est à peine mentionnée (car Chiite?); Baalbek est simplement et rien qu'un site touristique; elle est bien plus importante, en nombre d'habitants que Jouniyé. S'étonnera-t-on alors que l'élève libanais (fût-il à Baalbek ou à Jouniyé) trouve tout cela sans intérêt?

Pour des raisons d'idéologie (car il faut bien créer le «Libanais»), on occulte également tout régionalisme et toute variante locale: le «Libanais» est identique partout, tant sur le territoire national qu'à l'étranger. (Pourtant, le Kesrouan est-il identique au Chouf, au 'Akkar, au Jabal 'Amel? leurs habitants sont-ils tous identiques, dans un même contexte économique ou sociologique? Une question à ne pas poser). Le programme «officiel» a «inventé» un habitant d'un pays imaginaire. Nécessité nationale nous répliquera-t-on: on ne crée pas le citoyen d'une nation en soulignant la diversité du pays. Certes, mais on ne crée pas un citoyen avec des mensonges. Un cours de «géo», saturé de chiffres apparemment très impressionnants ne crée pas un nationalisme, surtout si l'espace national et tous les problèmes entre Libanais sont occultés au nom d'un consensus naïf et mensonger. Que dire alors quand on sait qu'il y a nulle part mention de la guerre, même dans les manuels qui ont été revus et corrigés en 1990? On reste pantois face à cette débilité.

Comment corriger cette situation navrante? Aveuglément confier un sujet aussi important à des commissions nous paraît improductif: les membres de celles-ci sont-ils eux-mêmes compétents pour préparer le Liban de demain? Ne risque-t-on pas plutôt de retrouver une version édulcorée, amorphe, aseptisée et diluée de l'ancien programme, lui-même version inadaptée importée d'Europe? Peut-on faire confiance aux «experts» pédagogiques souvent manipulés par les partis politiques à qui ils doivent allégeance car c'est bien grâce à eux qu'ils occupent des postes de responsabilité? Il nous semble que ce devrait plutôt être les universitaires qui devraient avoir à charge l'élaboration des nouveaux programmes. L'Université Nationale (l'Université Libanaise) pourrait enfin jouer son rôle de formateur d'élites nationales, et les universités privées contribuer enfin à une réflexion sur les besoins réels du pays, au lieu de se contenter du rôle stérile de transmettre des modèles, cultures et langues venus d'ailleurs. Certes, les universités ont joué et jouent toujours un rôle politique: toutes ont légitimées, par des conférences, études et publications, le courant politique des régions où elles étaient implantées; nous pensons cependant que suffisamment de compétences, de cerveaux, ont résisté aux pressions miliciennes et autres tout le long de la guerre; leur silence était un refus de collaborer à l'œuvre de destruction. Ceux-là pourront proposer des solutions pédagogiques pour le Liban de demain.

Que faire alors? Commençons par répondre à la question «Une Géographie du Liban, pour quoi faire?» A cet effet, dans un premier temps, il est nécessaire que le Libanais (l'habitant du Liban, quelle que soit son origine, du Mont-Liban, d'Arménie, de Grèce, de Palestine, de Syrie) connaisse les grands traits du territoire qui s'appelle aujourd'hui la République Libanaise. («Connaître»

peut vouloir dire identifier, quitte à ce que, dans un premier temps, cette connaissance soit un inventaire). Le rôle de la carte est ici évidemment primordiale – à la Direction des Affaires Géographiques de l'Armée de fournir tous les plans et cartes, à toutes les échelles, remplissant par là une des prérogatives de son monopole. Faut-il rappeler l'exemple éculé de l'école primaire française, qui, depuis 1870, montre, bien en évidence dans chaque classe, une carte de la France? Nécessité nationale, idéologique même, mais au Liban combien nécessaire quand on connaît l'ignorance extrême des Libanais de leur propre pays, maintes fois prouvée par des enquêtes?

Dans un deuxième temps, cet inventaire doit être complété par l'acquisition de techniques d'analyse de l'espace: comprendre un territoire ne se limite pas à un inventaire de ses variables. Le programme devrait inclure les techniques de lecture des cartes topographiques (les cartes «d'État-Major»), des photographies aériennes et d'images prises par des satellites. Ces documents démontreront que l'espace géographique et en perpétuel mutation, que la Beyrouth de 1975 n'est pas celle d'aujourd'hui, que la Béqaa est bien différente d'il y a 30 ans. Ces mutations éveilleront une curiosité qui est tout à fait saine: si l'espace libanais «bouge», c'est que rien n'est immuable, et qu'il est possible de proposer des solutions pour faire mieux.

L'utilisation de la statistique élémentaire, de l'histoire urbaine et de l'histoire rurale, de la démographie devrait faire partie du cursus, dès les classes primaires. L'élève devrait pouvoir identifier et re-combiner les variables dans un ensemble explicatif cohérent, pour en produire ensuite des cartes ou schémas de synthèse. A titre d'exemples: trouver les liens entre occupation agricole, valeur des pentes des versants du Mont-Liban et densité humaine au XIXème siècle; expliquer les liens entre la propriété foncière, la production agricole et les circuits d'exportation de la Béqaa; comprendre à travers les densités de population, le niveau socio-économique et l'évolution des quartiers périphériques de Beyrouth, leurs effets sur la création de quartiers «pauvres».

L'intégration de notions d'économie, de politique s'effectue très tôt et mène à la compréhension de phénomènes spatiaux maintenant connus de tous les Libanais: explication de la séparation de «Beyrouth-Est» et de «Beyrouth-Ouest» et les conséquences sur l'urbanisation du Grand-Beyrouth; différences de développement entre le Metn et le Chouf, par suite de la guerre; éclatement du centre-ville de Beyrouth et son remplacement par des centres de rechange: Dora-Jdaïdé, Mazraa, Kaslik; spéculation foncière et crise de logement; culture du hachisch, dépérissement de la nappe phréatique et urbanisation sauvage des villes de la Béqaa, destruction du littoral par suite de spéculation foncière...

Pourquoi s'en offusquer d'avance? Ailleurs (en Europe, aux USA), les problèmes cités ci-dessus sont traités dans les classes primaires; va-t-on accepter de croire qu'il «n'existent pas» au Liban? Va-t-on enseigner que «les événements» (pour éluder hypocritement le mot «guerre civile») n'ont eu «ni vainqueurs ni vaincus» et que le Liban va redevenir, autre affirmation spécieuse, la «Suisse du Moyen-Orient»? Ou bien faut-il sourire à la naïveté de l'auteur de ces réflexions, perdu dans des rêves pédagogiques? «Il est manifestement impossible de faire tout cela au Liban» affirmera-t-on d'un ton docte, sans autre explication: est-ce peur ou signe d'incompétence de refuser d'avance un changement du *statu quo*?

Les problèmes du pays, depuis les effets de la crise économique sur la répartition spatiale des Libanais, aux conséquences des exodes et autres migrations forcées, à l'état catastrophique de l'urbanisation chaotique, à la faillite de l'agriculture et de l'industrie sont autant de problèmes qui incitent à la réflexion, et qui touchent de près les jeunes, qui représentent, soit dit en passant, plus de 50% de la population du Liban. Un débat – même limité à l'enceinte de la classe – sur la nécessité d'un Liban meilleur, où l'aménagement du territoire devrait avoir un rôle central à jouer, semble inéluctable, à moins de croire que la situation actuelle correspond à l'idéal souhaité des Libanais.

Soyons réalistes: un Libanais (un habitant du Liban, quel que soit sa religion ou origine «ethnique») doit vivre avec ces problèmes, bien plus réels que les mythes abêtissants et auto-glorificateurs du style «les Libanais sont des commerçants parce que descendants des Phéniciens». Sans doute la mesure des problèmes, et des solutions possibles ou réalisables aideront à consolider un sentiment d'appartenance à une entité territoriale, première étape vers l'intégration dans un État, avant de l'être dans un État-Nation, dépassant par là un nationalisme exacerbé, exclusiviste, nihiliste et sectaire. Car la finalité est posée: faut-il encourager des allégeances confessionnelles, cantonales, partitionnistes, ou une appartenance à un Liban même avec ses nombreux problèmes? Bâtir ensemble un Liban, après connaissance des problèmes et des solutions possibles, est bien plus unificateur que jouer le jeu du confessionnalisme provincial étriqué.

La géographie, par son rôle de pourvoyeur d'outils d'analyse, devient politique – comment ignorer que de nouvelles répartitions spatiales ont émergé, voire ont été provoquées ou ont été voulues, par la guerre? – Dora et ses banques n'auraient jamais vu le jour sans la destruction (voulue?) du centre-ville, Samkaniyyé et Baaqline, au Chouf, ne se seraient jamais développés sans

la «guerre de la Montagne»; Baalbek ne serait pas une grande ville sans l'insécurité de la Béqaa et la richesse induite par la culture du hachisch et de l'opium; Kaslik serait resté un petit hameau n'était-ce la fermeture d'Achrafiyé, Faraya-Fakra n'auraient pas connu une urbanisation effrénée sans la fuite de la grande bourgeoisie de Beyrouth; Saïda serait restée somnolente sans l'arrivée des Sunnites de Beyrouth-Ouest; Jbaïl aurait continué à vivoter n'était l'apport de toutes ces familles chrétiennes fuyant destructions et violences; la «banlieue-sud» serait toujours en partie vouée à l'agriculture n'étaient les invasions israéliennes à répétition; Chtaura aurait-elle conservé son charme un peu désuet sans la présence d'une Syrie, toute proche, privée de produits de consommation et qui ont fait d'elle le *souk* régional? ... Les exemples ne manquent pas.

Mais comment transmettre cette «vraie» géographie aux élèves des écoles? Ayons le courage d'affirmer que les enseignants actuels sont incapables d'apporter cette vision; que la solution passe par la formation des enseignants: aux Universités de les former dans les Écoles Normales et à travers des Licences d'enseignement de niveau international, sans compromis sur la qualité. L'ensemble du corps enseignant (du privé comme du public) devrait retourner aux bancs pour acquérir des nouvelles méthodes d'enseignement, pour avoir accès aux nouvelles techniques multi-médias, pour enfin comprendre à quoi sert la géographie. Parallèlement, les écoles privées devraient écarter tous les enseignants de «géo» non détenteurs de diplômes idoines.

Reste le problème du programme. Les idées énoncées ci-dessus s'inspirent d'expériences européennes, qui sont évidemment adaptées au contexte culturel de ce continent. Il serait maladroit, sinon criminel de copier sans réflexion des programmes élaborés ailleurs. Le Liban n'a ni les moyens, ni les compétences pour enseigner la géographie comme cela est fait, par exemple en France. Les moyens financiers manquent pour produire des ouvrages de qualité – cartes, graphiques, iconographie coûtent cher; leur révision régulière (tous les 4 ans) est impossible à concevoir. Cependant, beaucoup peut être fait avec les moyens existant sur place, et en puisant dans l'immense réservoir de bonne volonté et de coopération existant à l'étranger. Si la décision est prise pour réformer l'enseignement (et que l'on surmonte enfin cette paralysie tétanique chronique qui consiste à dire que «rien n'est possible car "on" ne nous laisse rien faire»), des programmes complets peuvent être conçus en moins d'une année. Le recyclage des enseignants du secteur public nécessitera au moins cinq ans après le recyclage des professeurs des Écoles Normales. Le Liban sera alors prêt autour de l'an 2000...

La géographie moderne (étudier un espace, un territoire sans états d'âme, sans complaisance, afin d'y déceler les moteurs et ses dynamiques, et afin d'y proposer des solutions en cas de crise) nécessite une planification rationnelle des compétences. L'école deviendra un lieu de formation du citoyen libre et critique, et non celui d'un sujet taillable et corvéable à merci: la Nation libanaise se mettra alors lentement en place, les autres solutions identitaires (cantonnisation, les slogans autour de l'idée «droit à la différence», identités plus ou moins artificielles ou mensongères) s'étant avérées inopérantes ou naïves. Tout cela prend du temps qu'il ne nous est plus permis de gaspiller, car le futur reste incertain. Faire trop vite, en singeant des programmes étrangers, c'est sombrer, à nouveau dans un univers intellectuel moyenâgeux, en attendant la prochaine crise, qui pointerait inmanquablement.